

Lorenzo Trombetta*

Liban, l'État retrouvé. Le cas du territoire de Wadi Khaled à la frontière avec la Syrie

L'organisation de l'État islamique (EI) se vante d'avoir aboli une des frontières érigées en 1916 entre la France et la Grande-Bretagne¹. L'événement intervient en concomitance avec le centième anniversaire de la Première Guerre mondiale et ses conséquences au Moyen-Orient, ce qui a conduit à de nombreuses interrogations face à cette remise en question, un siècle plus tard, des frontières du Moyen-Orient et, par là même, de la légitimité des États-nations créés après la chute de l'Empire ottoman². Il

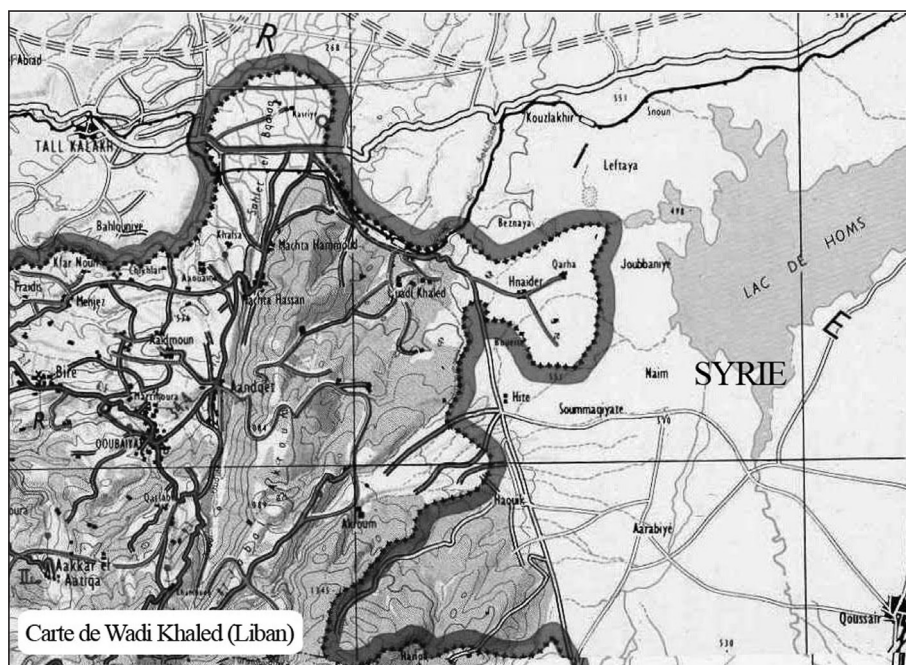
* Lorenzo Trombetta est chercheur et journaliste, auteur de plusieurs ouvrages sur la Syrie contemporaine, correspondant de l'agence de presse italienne ANSA pour le Moyen-Orient. Il est auteur de plusieurs ouvrages sur la Syrie contemporaine dont: *Siria. Dagli ottomani agli Asad. E oltre*, Mondadori Università, Milan 2013.

¹ De nombreuses vidéos diffusées entre 2014 et 2015 montrent comment l'EI a médiatisé l'abolition d'une partie des barrières de sable qui avaient été érigées entre la Syrie et l'Irak, le long de la frontière internationale entre les deux pays, frontière tracée dans le cadre de l'accord conclu entre Paris et Londres en 1916, entre François Georges Picot et Mark Sykes. Un des reportages les plus complets est celui qui a été réalisé exclusivement par «Vice News», en septembre 2014, intitulé *Bulldozing the Border Between Iraq and Syria: The Islamic State (Part 5)*, <<https://goo.gl/q3TQIZ>> (dernier accès le 15.12.2015). Parallèlement, la presse panarabe relayait l'annonce de l'EI faisant état de la création de la nouvelle province (*wilaya*) de l'Euphrate, à cheval entre la région syrienne de Deir ez-Zor et le district irakien de Qa'im: *Da'ish yalghi hudud Sykes-Picot [L'EI efface les frontières de Sykes-Picot]*, in «al-Hayat», Londres, 10 sept. 2015, <<http://goo.gl/XyWUuT>> (dernier accès le 15.12.2015). Sur ce thème, voir A.J. TAMIMI, *Islamic State "Euphrates Province" Statement: Translation and Analysis*, 10 sept. 2014, <www.aymennjawad.org/2014/09/islamic-state-euphrates-province-statement> (dernier accès le 18.10.2015).

² Parmi les récentes contributions, voir: P.-J. LUIZARD, *Le piège Daech. L'État islamique ou le retour de l'Histoire*, La Découverte, Paris 2015; S.E. POLLARD, D.A. POPLACK et K.C. CASEY, *Understanding the Islamic State's competitive advantages: Remaking state and nationhood in the Middle East and North Africa*, in «Terrorism and Political Violence», vol. 27, 1

est encore certes prématuré d'avancer des avis tranchants et définitifs sur un processus complexe qui est encore à ses débuts. Dans une partie de la région, la percée djihadiste des frontières – héritées du colonialisme – semble s'être arrêtée, au moment où, sur le terrain, des informations locales, provenant des régions à cheval entre la Syrie et l'Irak, montrent que l'État islamique (EI) continue d'utiliser les divisions administratives traditionnelles qui ont été établies à la création des deux États nationaux syrien et irakien, il y a plusieurs décennies. Dans une autre partie de la région, la frontière qui sépare le Liban de la Syrie semble être aujourd'hui plus présente que par le passé. Face au spectre d'un possible débordement de la guerre syrienne, la frontière libanaise

Wadi Khaled, un territoire libanais enclavé en Syrie



Source: Blog Chroniques Beyrouthines, <<http://chroniquesbeyrouthines.20minutes-blogs.fr/archive/2007/06/21/frontiere-libano-syrienne-vraie-passoire-et-fausse-scurit>> du 21.06.2007 (dernier accès le 23.06.2016)

déc. 2015; K. SAKAI, *ISIS and Sectarianism as a Result of a Meltdown of the Regional Orders in the Middle East*, in «International Relations and Diplomacy», vol. 3, n. 4, avril 2015, pp. 265-278; F. VOLPI et E. STEIN, *Islamism and the state after the Arab uprisings: Between people power and state power*, in «Democratization», vol. 22, n. 2, 2015; É. Picard, *Liban*,

a été redécouverte, comme elle ne l'avait jamais été, par les institutions de Beyrouth ainsi que par plusieurs acteurs libanais officiels et non-officiels.

Cet article entend contribuer à la réflexion sur le sort de l'État au Moyen-Orient dans un climat de bouleversement apparent des équilibres du pouvoir. Il s'agit d'illustrer le cas libanais, non seulement en analysant le rapport entre les forces locales et nationales, et la frontière, physique et symbolique, mais aussi le rapport que celles-ci entretiennent avec l'armée, considérée par la plupart des partis comme le seul acteur neutre et impartial, garant de l'unité et de la stabilité de l'État³. Une partie de la frontière syro-libanaise a été alimentée, pendant des décennies, par un vaste imaginaire: une «frontière qui n'existe pas», une «frontière poreuse» ouverte aux trafics d'hommes, d'armes, de marchandises, une synthèse des croyances de nombreuses personnes en Syrie comme au Liban, que les deux pays, ou une partie de ceux-ci, font effectivement partie d'un seul et même espace socio-économique avec de profondes racines ancrées dans l'histoire médiévale et moderne de la région. Alors que la propagande des régimes baathistes syrien et irakien a, pendant des décennies, exalté la division entre les deux États rivaux, évoquant les fractures entre Damas et Bagdad, la propagande pan-syrienne – qui a trouvé un écho tant à Damas qu'à Beyrouth – a longtemps mis en avant les indiscutables racines communes historiques des pays du *Bilad ach Cham* pour légitimer l'idée que, au fond, il n'y avait pas besoin de frontière physique entre la Syrie et le Liban. C'est aussi pour cette raison que l'émergence d'une frontière claire entre les deux pays – dans certains districts, il s'agit même d'une frontière militarisée – est un événement inédit qu'il est nécessaire d'enregistrer et d'analyser, à la lumière des violences en Syrie de 2011 et de l'entrée dans le conflit syrien, en 2012, des miliciens du parti libanais du Hezbollah. Le rôle de la milice philo-iranienne aux côtés du régime de Damas s'est intensifié au cours de l'année 2013, lors de la campagne de Qousseir et Tallkalkh, à proximité de la frontière, et des offensives sur la ville de Homs et du Qalamoun occidental, entre 2014 et 2015. L'attitude agressive du Hezbollah a été décrite au Liban comme nécessaire pour défendre et protéger la stabilité du pays et le maintien de l'État. L'armée libanaise qui est fortement soutenue par les États-Unis, s'est graduellement unie à la lutte du Parti de Dieu contre quelques poches de résistance anti-Damas près de la frontière, en particulier à Ersal.

Syrie, intimes étrangers. Un siècle d'interactions sociopolitiques, Sindbad Actes Sud, Arles 2016, pp. 326-355.

³ V. GEISSER, *L'armée libanaise: symbole d'une nation réconciliée?*, in «Ifpo Hypotheses», 15 janv. 2013, <<http://ifpo.hypotheses.org/4687>> (dernier accès le 02.12.2015).

La présence inédite des forces armées de Beyrouth à la frontière ainsi que l'attention sans précédent à la frontière entre les deux pays sont condensées dans le cas de Wadi Khaled, un territoire officiellement libanais mais qui est, par de nombreux aspects, syrien. Il s'agit d'une zone ouverte depuis des décennies entre le Liban et la Syrie, mais qui, depuis 2012, a été fermée et a vu l'arrivée massive de réfugiés syriens. Ceux-ci ne peuvent plus rentrer en Syrie et ils doivent vivre avec leurs voisins libanais d'hier qui, aujourd'hui, sont de plus en plus exaspérés par la présence des réfugiés et appellent à une intervention de l'«État». C'est ainsi à partir de la région de Wadi Khaled et de son contexte actuel que je traite de la frontière syro-libanaise. Il s'agit de voir les reconfigurations qui sont à l'œuvre dans cette zone frontalière depuis les contestations populaires en Syrie en 2011 qui se sont transformées progressivement en conflit armé. Je commencerai tout d'abord par revenir sur l'histoire de Wadi Khaled jusqu'à nos jours afin de mieux comprendre les transformations actuelles de cette zone frontalière. L'article reprend les résultats d'une recherche en cours et il a pour ambition de servir, éventuellement, des recherches analogues sur d'autres zones frontalières entre la Syrie et le Liban. Il se divise en deux parties. La première partie revient sur la reconstruction historique, et même mythique, du Wadi. Il s'agit là de retrouver les origines des perceptions de ceux qui vivent de part et d'autre de la frontière. La deuxième partie engage davantage une réflexion qui a émergé à partir des nombreuses visites de la zone et de l'analyse et des récits de lieux symboliques, à travers les thèmes suivants: 1) la frontière redécouverte (le pont); 2) les acteurs traditionnels et les nouveaux acteurs (le passage frontalier); la polarisation communautaire (l'école); solidarité et discrimination (le cimetière).

Cadre général. Localisation du Wadi Khaled

Le Wadi Khaled se trouve à l'extrémité nord-est du Liban. Il s'agit d'une bande territoriale de collines et de plateaux qui se glisse en Syrie. À partir de la description de cette terre, le terme de «se glisser» renvoie au fait que ce territoire est «libanais» et qu'il se «glisse», voire s'infiltré presque illégalement, dans un «autre» territoire, le territoire syrien. D'ailleurs, à partir d'une autre perspective, on constate que ce territoire a plus de continuités avec le territoire «syrien» qu'avec le territoire libanais limitrophe, le haut plateau de la région du Akkar. Mais c'est du Akkar, et seulement de cette région, qu'en restant au Liban, on arrive à Wadi Khaled. On ne voit cependant pas bien le Liban à partir de Wadi Khaled. Par contre, on voit bien Homs vers le nord-est et la

plaine de Qousseir vers l'Est et, au Nord, on distingue très clairement le Krak des Chevaliers et la Vallée des Chrétiens (*Wadi an Nassara*), toujours en Syrie.

Histoire administrative

Ces considérations géographiques nous amènent à reconstruire, brièvement, l'histoire administrative de cette zone qui constitue depuis plusieurs siècles une zone de frontière. D'une reconnaissance – encore partielle – dans les sources historiques en langue arabe mais aussi en langues européennes, on constate que c'est seulement à l'époque moderne que le Wadi Khaled est considéré comme un territoire sur le plan administratif. Dans les textes que j'ai consultés, j'ai constaté qu'il n'était fait aucune mention du Wadi Khaled jusqu'au mandat français; la région est cartographiée mais toujours en association avec d'autres zones limitrophes: Husn Al Akrad (XV^e siècle), le *Liwa'* de Tripoli (XV^e et XVI^e siècles), la *Wilaya* de Tripoli (XVII^e et XVIII^e siècles), le *Sanjak* (XIX^e siècle), le Liban septentrional (XIX^e et XX^e siècles)⁴. En 1925, pendant le mandat français, certaines localités qui font partie aujourd'hui du Wadi Khaled ont été décrites par un officiel français comme étant situées «dans l'intérieur du Nord Liban». On parle de villages reculés, situés en dehors du circuit ferroviaire et des axes routiers (qui passaient alors par Abboudiyeh. Pour rejoindre Founaydaq, qui était alors une des principales localités du Akkar, il y avait un «chemin muletier»). La zone était aussi en dehors des circuits télégraphiques et téléphoniques. Comme nous le verrons par la suite, cette situation est restée inchangée jusqu'à aujourd'hui. Au XIX^e siècle, c'est à Halba, principale ville du Akkar (qui est aujourd'hui à 40 kilomètres, soit environ une heure de route, de Wadi Khaled), qu'on trouvait le tribunal, l'office du cadastre et un centre de santé. C'est en 1925 qu'il est explicitement fait mention de Wadi Khaled, lorsque la ville est décrite comme une des quatre 'sous-préfectures' (*moudiriyya*) du district (*caza*) du Akkar (Dreib, Wadi Khaled, Kayteh et Joumaa), avec Halba pour chef-lieu. À cette même période, il y a eu diverses tentatives de définir les frontières entre l'État libanais de l'époque, l'État alaouite (Talkalakh), et l'État de Syrie (Homs). À la différence de la partie Nord du Akkar, divisée par le fleuve Nahr al Kabir, le Wadi Khaled donne, d'un côté, sur la plaine de

⁴ H. SULAYMAN, *Al Tarikh al siyasi li l muqata'at al lubnaniya* [Political history of the Lebanese provinces], vol. 3, al Multaqa al Thaqafi al Jam'i, Beyrouth 2013, voir pp. 10-19; L. RAUNIER, *Le Liban Nord au premier tiers du XX^e siècle*, Azm & Saade, Beyrouth 2011, voir pp. 29-34 et 93-95.

Homs et de Qousseir et il n'y a pas eu de consensus par rapport à la ligne de démarcation entre les nouveaux États nationaux. Ce n'est qu'en 1994 qu'à peu près 20.000 habitants du Wadi Khaled ont été naturalisés libanais. Il s'agit des «Arabes de Wadi Khaled»: ce sont pour la plupart des sunnites, mais on compte aussi parmi eux des alaouites. Ils vont cependant garder leur nationalité syrienne. En 2011 commencent à arriver les premières vagues de Syriens qui fuient les violences. À la fin de 2011, ils sont 3500, puis 35.000 en 2013. Aujourd'hui encore, avec entre 25-30.000 Syriens qui vivent aux côtés de 40.000 Libanais, cette zone fait partie des zones les moins bien desservies par le réseau électrique libanais et les conduites d'eau. Ajoutons aussi qu'il n'existe pas encore d'hôpital à Wadi Khaled. En parallèle, en juin 2012, les huit principaux villages du Wadi ont été reconnus comme des communes (*baladiyahat*) et se sont, depuis, réunis pour former une union des communes de Wadi Khaled. En 2012, et davantage en 2013, l'armée libanaise a massivement déployé ses soldats à Wadi. La caserne de Mouqlayba, d'origine française, a été ainsi rétablie à la hâte et, sur les routes boueuses de la vallée, on pouvait voir des patrouilles militaires avec l'insigne libanais.

Histoire mythique

L'origine du nom Wadi Khaled remonte à l'époque des conquêtes islamiques (*foutouhât*) contre les Byzantins dans le Levant. Après la bataille du Yarmouk (636 ap. J.-C.), Khaled Ben Walid, un des colonels de l'armée islamique, est envoyé à Émèse (Homs) pour préparer l'avancée à l'intérieur de la Syrie. Khaled aurait conduit les troupes en passant par le Wadi, afin de contourner les positions ennemies, situées le long de la plaine de Qousseir (Est) et à gué de Nahr al-Kabir (Nord). Assoiffé mais sans provision d'eau aucune, Khaled invoque Dieu. Et c'est là que lui est indiquée une source située aux côtés d'une pierre. Mais ne parvenant pas à trouver la source, Khaled jette son épée sur la roche et de là jaillit, soudain, l'eau de la source. Depuis, la légende veut qu'on nomme le Wadi en mémoire de Khaled ben Walid. Même dans le mythe, on retrouve des éléments fondamentaux de la configuration de ce territoire: soit le chevauchement du «Liban» et de la «Syrie»; le fait de s'aventurer dans un territoire peu fréquenté et en dehors des voies principales de communication (même militaires). Un lieu fermé, périphérique, dont l'importance est davantage mesurée à une échelle locale qu'à une échelle nationale ou régionale.

Mon parcours dans la recherche

J'avais entendu parler de Wadi Khaled au début de mon séjour au Liban, au début des années 2000, à cause de l'intense activité de contrebande. C'était un des traits qui caractérisait la 'porosité' des frontières entre la Syrie et le Liban. Ma première visite remonte à 2008, dans le cadre d'un reportage journalistique que j'ai conduit à travers quelques zones de la frontière syro-libanaise. Ce fut un passage rapide et peu approfondi. Mais j'avais alors été frappé par la proximité qu'il y avait avec la région de Homs et par la difficulté de rejoindre Wadi Khaled à partir du Liban. C'était, sans aucun doute, avec la région de Chebaa, la zone la plus éloignée de Beyrouth (en termes d'heures de conduite en voiture), mais aussi en raison du mauvais état des routes – comme c'est aussi le cas de cette localité du Sud-Est libanais. Mais c'est en mai 2011 que ma recherche actuelle a commencé: je me suis rendu à Wadi Khaled parce que c'est là que sont arrivés les premiers civils syriens qui fuyaient les violences qui avaient éclaté dans les régions de Daraa, Damas et, justement de Homs. Un fait intéressant, à des fins de recherche, est que la première vague significative de réfugiés syriens au Liban est arrivée justement à Wadi Khaled. Il s'agissait de Syriens qui avaient fui Talkalakh, la localité la plus proche de la zone occidentale de Wadi et qui est reliée à la vallée par un pont d'époque ottomane. C'est à cette occasion, qu'en parlant avec les Syriens mais aussi avec les Libanais qui se retrouvaient à les accueillir, je pris réellement conscience de l'imbrication de l'identité (Syriens/Libanais); des différents niveaux de représentation (local/national); des intérêts (politiques, sociaux, économiques, confessionnels); de l'alternance entre discours (solidarité/discrimination). Sans m'en rendre compte, en cet après-midi de mai, j'ai de facto choisi Wadi Khaled comme étude de cas pour comprendre comment les violences en Syrie avaient influencé le rapport entre les communautés locales et la frontière, de même que le rapport entre les communautés locales qui sont d'un côté et de l'autre de la même frontière.

Les sources primaires et les lieux symboles

À Wadi Khaled et sur Wadi Khaled, j'ai conduit ma recherche sous différentes casquettes, en tant que journaliste, historien, consultant d'organisations non gouvernementales et interprète. Cette précision est importante car le type même des sources primaires sur lesquels je me suis appuyé est dès lors multiple et varié. Comme je l'ai déjà mentionné, j'ai

rencontré les résidents locaux et réfugiés syriens (pour les réfugiés, précisons que beaucoup d'entre eux sont devenus, quatre ans après leur arrivée, des habitants de Wadi Khaled, quasiment intégrés à la région). Aussi, j'ai recueilli différents types d'informations, de perceptions et de récits auprès des chauffeurs des transports publics, des militaires aux postes de contrôle, des militaires en service dans la zone, des représentants des communautés religieuses ainsi que des travailleurs humanitaires locaux et étrangers. Dans cette recherche, j'ai choisi quelques lieux qui sont parlants, des points du territoire qui, pour des raisons variées, constituent une sorte de station où la recherche s'arrête et qu'elle tente d'approfondir. Dans ce bref exposé, je n'ai que la possibilité d'énumérer et de présenter rapidement ces lieux-symboles, dont la centralité mériterait une attention particulière ailleurs. Il s'agit: 1) du pont déjà mentionné, 2) du point de passage à la frontière, 3) de l'école fondée par le leader libyen Mouammar Kadhafi à Kneise, 4) du cimetière de Hneider/Kneise. J'ai choisi chacun de ces lieux pour introduire et accompagner les quatre thèmes principaux qui ont, jusque-là, émergé de la recherche. La recherche est caractérisée par l'alternance entre formalité et informalité et par un 'avant' et un 'après' où le moment clé est la flambée des violences en Syrie au printemps 2011. Les thèmes sont les suivants: 1) la frontière redécouverte (le pont); 2) les acteurs traditionnels et les nouveaux acteurs (le passage frontalier); la polarisation communautaire (l'école); solidarité et discrimination (le cimetière).

Le pont ou la frontière redécouverte

La frontière est à la fois un acteur formel et informel. Elle est formelle lorsque sa présence a été la cause – et l'est encore aujourd'hui – d'une différence des prix des biens de consommation, sur la base d'une taxation diverse sur les biens dans les deux pays (avant 2011, on voyait émerger la figure du *basha*, le passeur, qui assurait le passage des pick-up ou d'autres transports à travers la frontière et qui transportait du ciment, des bananes, des cigarettes. Le mazout était transporté par les ânes). La frontière est informelle lorsque sa présence semble être ignorée, au nom d'une «appartenance commune» à une entité géographique qui transcende le «Liban» et la «Syrie». Même aujourd'hui il n'y a pas d'indications routières ou de signaux qui indiquent où termine le Liban et où commence la Syrie. Avant 2012, dans les kiosques de la zone, on vendait des recharges téléphoniques, mais celles des compagnies téléphoniques syriennes et non pas libanaises, parce qu'elles assuraient une meilleure couverture du réseau

téléphonique⁵. En 2008, le *mukhtar* de Qarha, une des localités qui est le plus à l'est de Wadi, était alaouite et était domicilié en Syrie. Il avait été naturalisé libanais en 1994. En 2012, il a été élu comme représentant d'une institution libanaise mais sa maison était en Syrie⁶. Son cas n'était pas exceptionnel: beaucoup d'autres comme lui dormaient en Syrie et travaillaient au Liban, comme, par exemple, les cueilleurs de fruits payés à la pièce. Jusqu'au début de l'année 2012, il n'y avait pas de traces des autorités libanaises, alors qu'au début de l'année 2011, on pouvait voir, au loin, les maisons des gardes syriens. Beaucoup d'entre ces militaires étaient nés à Wadi, au Liban, mais portaient l'uniforme syrien et étaient appelés, en théorie, à s'assurer que personne ne viole la frontière, alors quasi inexistante. Dans certains cas, l'armée syrienne érigeait des remblais qui étaient, par la suite, facilement contournés ou aplanis par les contrebandiers, souvent avec l'assentiment implicite de ces mêmes gardes. En revanche, en 2012, la frontière est redécouverte à la suite de l'arrivée des réfugiés syriens et à la suite de la reconnaissance progressive par les autorités libanaises de l'existence d'une question politique et sécuritaire (avant d'être humanitaire). C'est comme si la frontière avait été quasi soudainement redessinée: ainsi, sur le pont ottoman, on voit un drapeau syrien et des barbelés. Des mines ont été posées tout au long du côté syrien, les postes de contrôle ont été renforcés et, surtout, la police et l'armée libanaises se rendent visibles à Wadi Khaled en faisant des patrouilles, et en déployant des drapeaux et des moyens militaires (l'ancienne caserne fortifiée construite à Muqayble par les Français a été réinvestie). La frontière est ainsi redécouverte, mais elle est toujours transgressée et, en partie, ignorée: les locaux savent où sont les champs de mines et peuvent donc les contourner. Si le pont est maintenant bloqué, on tente de passer de l'autre côté. Certains dissidents syriens, ou leurs compagnons libanais hostiles au pouvoir syrien, sont capturés (dans certains cas, ils ont été tués) par les soldats syriens en territoire «libanais»; la contrebande continue; certains Libanais s'unissent à la «résistance» syrienne anti-Damas; certains Syriens servent dans l'armée libanaise qui patrouille, plus qu'avant, la frontière⁷.

Le passage frontalier ou les anciens et nouveaux acteurs

L'intrication et l'imbrication des uniformes et des appartenances nationales le long de l'unique passage officiel présent à Wadi Khaled entre la

⁵ Entretien réalisé à Wadi Khaled, 2008.

⁶ Entretien réalisé à Wadi Khaled, 2013.

⁷ Entretien réalisé à Wadi Khaled, 2011-2012.

Syrie et le Liban sont exemplaires de la relation qui existe entre les acteurs traditionnels locaux et les autres acteurs, considérés comme exogènes. Ces derniers sont les militaires et les policiers libanais, arrivés en 2012 pour montrer que «l'État est présent»⁸. De l'autre côté, les soldats syriens ont rejoint d'autres zones de la Syrie pour affirmer que «l'État lutte contre le terrorisme»⁹. Depuis 2012, les acteurs officiels se sont progressivement installés dans le territoire, chacun d'entre eux revendiquant un rôle et des prérogatives qui s'appuient sur la rhétorique d'un passé mythique d'appartenance à cette terre. Aux côtés de ceux-là, on trouve d'autres nouveaux acteurs considérés comme étant encore plus étrangers. Il s'agit de travailleurs humanitaires (Onu, Croix-Rouge internationale), de travailleurs des ONG internationales, de journalistes, d'accompagnateurs et de chauffeurs qui, soudain, ont afflué à Wadi Khaled, se retrouvant à interagir avec les acteurs traditionnels, c'est-à-dire les chefs des communautés, les *makhatir* et les représentants des petites ONG locales. On compte aussi, parmi eux, des politiciens libanais – des représentants du Courant du Futur (*Moustaqbal*) –, et d'autres comme le cheikh extrémiste sunnite Ahmad Assir, qui en mars 2012 a tenté de gagner le soutien de la population à Wadi Khaled en utilisant la carte de la «résistance» anti-alaouite¹⁰. L'image du passage est exemplaire parce qu'à côté de la route principale, souvent fermée ou impraticable en raison des perquisitions, de très nombreux Syriens qui rentraient en Syrie ou s'enfuyaient vers le Liban utilisaient une route parallèle, par les champs, visible aux gardes syriens et aux chauffeurs de taxis libanais¹¹. Le parcours parallèle du passage a été, depuis le début, indiqué aux nouveaux acteurs, externes, qui n'ont d'aucune manière tenté d'altérer l'équilibre de Wadi en imposant de nouvelles règles. Par contre, les acteurs locaux ont dû modifier leur organisation: c'est le cas des résidents qui ont accueilli de très nombreux Syriens, qui ont vu leurs intérêts endommagés ou qui ont spéculé sur cette situation et qui, avec le temps, se sont adaptés à une situation qui ne peut plus être décrite comme provisoire ou d'urgence.

⁸ Entretien réalisé avec le maire de Muqayble, mai 2011.

⁹ À ce propos, la rhétorique du régime syrien offre de nombreux exemples de citations. Parmi les plus récentes, celles qu'on trouve dans les comptes rendus de l'agence Sana, contrôlée par le gouvernement, telles que: *L'armée et les forces de défenses populaires neutralisent une tentative d'infiltration de la part des terroristes du Liban dans la zone d'Ersal*, Damas, 2 août 2014, <<http://goo.gl/GiHZXA>> (dernier accès le 15.11.2015).

¹⁰ Le discours public du Cheikh Ahmad Assir à Wadi Khaled, le 31 mars 2012, a été résumé, entre autres, dans les quotidiens libanais, les 1^{er} et 2 avril 2012.

¹¹ Il s'agit de mes propres observations, en avril 2012.

L'école ou la polarisation communautaire, confessionnelle et nationaliste

L'arrivée d'un si grand nombre de Syriens (jusqu'à 35.000 personnes en 2013; ils seraient aujourd'hui entre 25.000 et 30.000, selon l'Union des *bala-diyyat*) a bien évidemment fait émerger des tensions socio-économiques dans une région déjà défavorisée, pauvre et dépourvue des principaux services. Le nouveau venu est devenu un étranger. C'est l'ennemi qui vole le travail. Qui apporte la criminalité et la maladie. Dans les écoles, le Syrien ne connaît pas le français contrairement aux «gens de Wadi»¹². Par le passé, avant 2011, la contrebande unissait les alaouites (qui passaient plus facilement les contrôles des gardes syriens) et sunnites, qui avaient plus de liens commerciaux avec Talkalakh et le souk local¹³. De plus, Qarha représente une enclave de chiites jaafarites arrivés du Hermel après avoir été chassés, dans les années 1980, du clan chiite rival et avoir été accueillis à Wadi, sur une terre principalement habitée par des sunnites. Malgré les violences en Syrie, les rapports entre les gens de Qarha et les habitants de Wadi sont considérés comme bons et il n'y a pas de signes qui pourraient faire croire le contraire. Il y a aussi des mariages mixtes, même si les locaux affirment que c'est un phénomène récent. On peut rencontrer des drapeaux noirs avec l'inscription «*Labbayka ya Zaynab!*» (À tes ordres, ô Zeinab!), mais il n'y a cependant pas de signes du Hezbollah. De plus, les miliciens chiites combattent juste là, à l'endroit où on voit ces quartiers détruits: c'est Homs qui est en feu. À l'extrême est, où on peut aussi voir Qousseir, il y a l'école fondée par Kadhafi. Une plaque rappelle le don fait par le leader libyen pour qu'une école soit construite dans une zone «habitée par les Bédouins» qui se sont sédentarisés. On distingue aussi, aux côtés des quelques camps informels de réfugiés syriens, les tentes des gitans locaux, accueillis bien avant les nouveaux réfugiés syriens, mais qui sont, eux aussi, considérés comme des étrangers, comme des personnes de passage¹⁴.

Le cimetière, là où la solidarité réactive les divisions

Entre les tensions causées par la division d'un territoire proche et mal servi, on voit tout de même apparaître une solidarité intercommunautaire, qui prend racine dans l'appartenance commune à un territoire, et la nécessité commune de faire face aux difficultés. Il n'y a pas d'autres alternatives: les leaders locaux le savent bien. Et ils interviennent pour empêcher les

¹² Entretiens réalisés en novembre 2013.

¹³ Entretiens réalisés à Wadi Khaled en 2012.

¹⁴ Entretiens réalisés à Wadi Khaled, novembre 2013.

tensions. De la même manière, les autorités locales (traditionnelles) et celles externes (nouvelles) font tout pour que les tensions ne dégèrent pas. Personne n'a intérêt qu'une guerre éclate à Wadi Khaled. C'est ainsi qu'on organise les garages pour accueillir les familles, qu'on cherche des programmes scolaires communs, que le *mazout* pour chauffer les maisons est réparti entre les différentes écoles, ou qu'on demande aux ONG étrangères et aux organisations internationales de prendre en compte les Libanais, et non pas uniquement les Syriens, dans la distribution des aides¹⁵. Avant, le cimetière de Hneider/Kneise avait accueilli les tombes des personnes décédés de plusieurs familles locales; depuis 2012, il accueille les «martyrs» de la guerre en Syrie, en particulier ceux tués à Homs et Qousseir (par les miliciens du Hezbollah), mais aussi des Syriens morts pour des causes plus ou moins naturelles à Wadi. Des communautés, donc, qui se croisent, se touchent. Cependant, la partie basse du cimetière, qui est plus proche du fleuve, est occupée par les nouvelles tombes, celles des Syriens, alors que la partie haute, qui est plus proche de la rue, est celle des «gens de Wadi»¹⁶.

Conclusions

J'ai ainsi voulu montrer ici comment la frontière a toujours été mouvante et comment, en fonction du contexte, elle se rigidifie ou, au contraire, s'efface. Les reconfigurations de la frontière constituent, bien évidemment, autant de reconfigurations des rapports qu'entretiennent les différents acteurs de part et d'autre de la frontière, mais aussi des rapports qu'ils entretiennent au territoire en soi.

La fermeture de la frontière, l'arrivée de l'armée libanaise, la réorganisation administrative ainsi que la promotion des municipalités de Wadi à un statut plus élevé (parallèlement à la réorganisation de tout le Nord du Liban) sont, sans aucun doute, liées à la guerre syrienne et à ses effets immédiats et à long terme sur la région: l'afflux massif de réfugiés en provenance de la région de Homs; la nécessité de limiter l'expansion du conflit et l'exportation des tensions communautaires dans le Liban voisin. Il est intéressant de voir comment tous les acteurs locaux et nationaux sont impliqués dans l'opération «fermer Wadi Khaled» afin d'empêcher que sa nature syrienne au Liban n'engendre pas aussi sa fin et que la région ne devienne pas un canal pour l'entrée au Liban de dangers et d'instabilité. Les autorités et les élites

¹⁵ Entretiens réalisés à Wadi Khaled, 2013.

¹⁶ Entretien réalisé à Wadi Khaled, mars 2014.

locales, les représentants des partis politico-confessionnels, les membres des forces armées, de même que les Syriens qui sont arrivés de l'autre côté de la frontière semblent, au final, préférer la protection de la frontière retrouvée et la présence – aujourd'hui rassurante, au moins au niveau symbolique – de l'armée de Beyrouth. La frontière et l'État à Wadi Khaled apparaissent, pour la première fois, comme des instruments au service de la population locale. Bien qu'elles témoignent d'une attitude maladroite et inadaptée, les institutions centrales libanaises sont, pour la première fois, jugées par les locaux d'une manière positive et, dans les perceptions comme dans les pratiques, se renforce un désir plus authentique d'affirmer l'appartenance à l'identité nationale libanaise. C'est dans ce sens que Wadi Khaled semble représenter un symbole intéressant de ce qui est arrivé au Liban en 2014-2015: la redécouverte de l'État et de ses instruments de contrôle et de protection/répression à l'ombre d'une perception populaire diffuse de la menace croissante des groupes djihadistes présents dans la Syrie voisine. Certainement, les niveaux local et national libanais influencent et subissent, en même temps, l'influence des dynamiques en cours aux niveaux régional et international. La propagation de la peur par rapport à l'extension de l'État islamique au Moyen-Orient et dans d'autres territoires méditerranéens sert de prétexte aux pouvoirs régionaux, comme l'Iran, la Turquie et l'Arabie saoudite, et internationaux, comme la Russie et les États-Unis, pour mener leur offensive ou une action défensive dans la région afin de promouvoir leurs propres intérêts politiques et économiques. Tous les acteurs se sont accordés, de manière implicite ou explicite, sur le fait que le Liban doit rester en dehors du conflit régional¹⁷ et que, hormis des épisodes isolés dans le temps et dans l'espace, il ne doit pas être le terrain des conflits ouverts en cours en Syrie, en Irak et au Yémen. Et il est par conséquent possible que l'armée libanaise, armée par les États-Unis¹⁸, coopère en première ligne avec les miliciens philo-iraniens du Hezbollah dans la région frontalière d'Ersal, pendant que l'aviation russe mène des raids aériens, en frappant des positions dans les territoires libanais. Une convergence d'intérêts particulière et sans précédent fait que le Liban apparaît, pour la première fois depuis des décennies, non pas comme un État en échec mais comme un État sur la voie de la résurrection.

Le 21 décembre 2015

¹⁷ L. TROMBETTA, *Le Liban, entre révoltes arabes et conflit syrien: un exercice de flexibilité*, in «Oriente Moderno», vol. 4, n. 2, pp. 317-334.

¹⁸ *US to double military aid to Lebanese army this year*, in «The Daily Star», Beyrouth, 2 oct. 2015, <<http://goo.gl/VWZ4ns>> (dernier accès le 20.11.2015).

BIBLIOGRAPHIE

GEISSER V., *L'armée libanaise: symbole d'une nation réconciliée?*, in «Ifpo Hypotheses», 15 janvier 2013, <<http://ifpo.hypotheses.org/4687>> (dernier accès le 02.12.2015).

LUIZARD P.-J., *Le piège Daech. L'État islamique ou le retour de l'Histoire*, La Découverte, Paris 2015.

PICARD É., *Liban, Syrie, intimes étrangers. Un siècle d'interactions sociopolitiques*, Sindbad Actes Sud, Arles 2016.

POLLARD S.E., POPLACK D.A. et CASEY K.C., *Understanding the Islamic State's competitive advantages: Remaking state and nationhood in the Middle East and North Africa*, in «Terrorism and Political Violence», vol. 27, 1 déc. 2015, Routledge, Londres.

RAUNIER L., *Le Liban Nord au premier tiers du XX^e siècle*, Azm & Saade, Beyrouth 2011.

SAKAI K., *ISIS and Sectarianism as a Result of a Meltdown of the Regional Orders in the Middle East*, in «International Relations and Diplomacy», Chiba University, Chiba, Japan, vol. 3, n. 4, avril 2015, pp. 265-278.

SULAYMAN H., *Al Tarikh al siyasi li l muqata'at al lubnaniya [Political history of the Lebanese provinces]*, vol. 3, al Multaqa al Thaqafi al Jam'i, Beyrouth 2013.

TAMIMI A.J., *Islamic State "Euphrates Province" Statement: Translation and Analysis*, 10 sept. 2014, <www.aymennjawad.org/2014/09/islamic-state-euphrates-province-statement> (dernier accès le 18.10.2015).

THOMAS PH., *Identities and loyalties in Bilad al-Sham at the beginning of the early modern period*, in P. THOMAS et C. SCHUMAN, *From the Syrian land to the states of Syria and Lebanon*, Orient Institut Beirut, Beyrouth 2004, pp. 9-26.

TROMBETTA L., *Le Liban, entre révoltes arabes et conflit syrien: un exercice de flexibilité*, in «Orientale Moderno», vol. 4, n. 2, pp. 317-334.

VOLPI F. et STEIN E., *Islamism and the state after the Arab uprisings: Between people power and state power*, in «Democratization», vol. 22, n. 2, 2015.